



ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

PLAN COMPLET RÉGIONAL AFI POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA SÛTÉ DE L'AVIATION ET LA FACILITATION EN AFRIQUE (PLAN AFI SECFAL)

8^E RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR

Kampala, Ouganda (17 mai 2019)

Point 3 de l'ordre du jour : Rapports de l'état d'avancement des activités du RASFALG-AFI

(Présenté par la Commission africaine de l'aviation civile)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ce Document de travail présente le Rapport sur les résultats de la réunion du RASFALG-AFI qui s'est tenue à Praia (Cap Vert), du 6 au 8 novembre 2018. Il fournit en outre des informations sur l'opérationnalisation du système coopératif de sûreté et de facilitation de l'AFI (experts) et sur le mécanisme de mise en œuvre.

Les suites données au présent document sont présentées au paragraphe 5.

1. INTRODUCTION

1.1 La sixième réunion du Groupe régional de sûreté et de facilitation de l'aviation pour l'Afrique et la région de l'océan Indien (RASFALG-AFI), accueillie par l'Autorité de l'aviation civile du Cap-Vert, s'est tenue à Praia (Cap-Vert), du 6 au 8 novembre 2018. La réunion a été convoquée conformément au mandat décliné dans les TdR approuvés du RASFALG-AFI

2. PARTICIPATION

2.1 Étaient présents à la réunion quarante-quatre (44) participants venus de quinze (15) États de la région AFI, un (1) Centre de formation à la sûreté aérienne (ASTC) et quatre (4)

organisations internationales/régionales, notamment ACI, INTERPOL, OACI et CAFAC en tant que Secrétariat.

3. PORTÉE DE LA RÉUNION

3.1 Huit (8) présentations ont été faites et ont fait l'objet de discussions au cours de la réunion autour des thèmes suivants :

- a) Rapport sur l'état d'avancement des recommandations de la 5^e réunion du RASFALG-AFI - CAFAC ;
- b) Rapport sur la 7^e réunion du Comité directeur du Plan AFI-SECFAL et ses décisions et recommandations - OACI ;
- c) Rapport sur le Programme de développement de la sécurité aérienne dans les aéroports africains par le Conseil international des aéroports (ACI) ;
- d) Rapport sur la base de données INTERPOL sur les documents de voyage volés et perdus, présenté par INTERPOL ;
- e) Présentation des projets d'amendements et des termes de référence (TdR) du RASFALG-AFI - CAFAC ;
- f) Opérationnalisation du programme de coopération entre experts en matière de sûreté et de facilitation (AFI-CES) et du mécanisme de mise en œuvre - CAFAC;
- g) Révision du programme de travail indicatif RASFALG-AFI (4^e trimestre 2018) conformément à la Déclaration de Windhoek et de ses objectifs - CAFAC ; et
- h) Nouveaux SARP et amendements de l'Annexe 17 - OACI.

4. POINTS DE DISCUSSION

4.1 La réunion a pris note de l'état de la mise en œuvre des conclusions de la cinquième réunion du RASFALG-AFI (RASFALG-AFI/5) tenue les 11 et 12 juin 2018 à Nairobi (Kenya) et des progrès réalisés à ce jour.

4.2 La réunion a été informée des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan et du Programme de travail de l'AFI-SECFAL et des décisions et recommandations de la 7^e réunion du Comité directeur du Plan AFI SECFAL qui s'est tenue le 19 juillet 2018 à Niamey (Niger).

4.3 Le Conseil international des aéroports (ACI) a présenté son programme de développement des aéroports africains. L'objectif du programme est d'aider davantage ses membres à améliorer et à surmonter les défis liés à la sécurité, à la sûreté, à l'exploitation des

aéroports et à la rentabilité économique et à atteindre l'excellence dans la gestion et l'exploitation des aéroports.

4.4 L'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a présenté un exposé sur la nécessité d'intégrer les bases de données dans les aéroports, décrivant les différents niveaux d'utilisation et d'intégration des documents de voyage volés et perdus (SLTD), des documents de voyage associés aux notices (TDAWN) et données nominatives. L'accent a été mis sur les outils et services « prêts à intégrer » du réseau i-24/7 d'INTERPOL. Des scénarios portant sur l'intégration, les résultats et les réussites ont été élaborés pour certains pays africains.

4.5 La réunion a adopté le projet d'amendements au mandat du RASFALG-AFI tel que présenté par la CAFAC, suite à la décision 2 de la 7^e réunion du Comité directeur du Plan AFI SECFAL. La réunion a recommandé sa soumission au Comité directeur AFI SECFAL aux fins d'approbation (Annexe A).

4.6 Un rapport détaillé sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs de Windhoek, dans le cadre du programme de travail indicatif RASFALG-AFI, a été présenté à la réunion.

4.7 La réunion a également été informée des nouveaux SARP et des amendements apportés à l'Annexe 17.

4.8 Au titre du thème Opérationnalisation de l'AFI-CES et du mécanisme de mise en œuvre, la septième réunion du Comité directeur du Plan AFI SECFAL, tenue le 19 juillet 2018 à Niamey (Niger), a exhorté la CAFAC et l'OACI à poursuivre leurs travaux sur les options proposées pour la mise en œuvre du plan (CES) et a donné son accord de principe et a accordé son financement dans le cadre du Plan AFI SECFAL.

4.9 La réunion des DG champions d'Afrique tenue en Afrique du Sud en juin 2018, consciente des avantages potentiels de l'équipe d'experts du RASFALG-AFI, a approuvé la décision du 7^e Comité directeur sur l'établissement du programme de coopération entre experts (AFI-CES), en tenant compte des mécanismes en place sur la sécurité en Afrique et le programme de coopération en inspecteurs de la sécurité (AFI-CIS).

4.10 La réunion a examiné le projet de document sur le programme de coopération entre experts en matière de sûreté et de facilitation (AFI-CES) et son mécanisme de mise en œuvre (annexe B).

4.11 La 30^e session plénière de la CAFAC, tenue à Livingstone (Zambie) en décembre 2018, a approuvé le programme de coopération entre experts en matière de sûreté et de facilitation (AFI-CES).

5. DÉCISION DE LA RÉUNION

5.1 Le Comité directeur est donc, par la présente, invité à :

- a) prendre note de l'information contenue dans le Document de travail ;
- b) prendre note du Rapport de la 6^e réunion du RASFALG-AFI ;
- c) approuver les modifications des termes de référence ;
- d) approuver les dispositions du programme de coopération entre experts (CES) et les mécanismes de sa mise en œuvre ;
- e) prendre note de la nécessité de renforcer et de coordonner les missions d'assistance technique en Afrique par le biais de l'AFI-CES et de travailler en collaboration pour éviter les activités redondantes en matière d'assistance aux États africains tout en mettant en œuvre le GAsEP et les objectifs régionaux ; et
- f) encourager les États membres, les organisations internationales et les partenaires à contribuer au soutien des activités de l'AFI-CES.

FIN



ATTACHMENT B

**Security and Facilitation Cooperative Experts Scheme for Africa-Indian Ocean
(AFI-CES)**

November 2018

CHAPTER 1 - INTRODUCTION

1.1 BACKGROUND

The Windhoek Declaration and Targets on aviation security and facilitation in Africa (2015), set out the need for the establishment of the Regional Aviation Security and Facilitation Group for Africa - Indian Ocean Region (RASFALG-AFI) to serve as a technical arm of the Comprehensive Regional Implementation Plan for Aviation Security and Facilitation in Africa (AFI SECFAL Plan). Its objective is to enhance security and facilitation in Africa in a sustainable manner. A further need was identified by the AFI SECFAL Plan Steering Committee for the establishment of the AFI Cooperative Security and Facilitation Experts Scheme AFI-CES, to be incorporated under the RASFALG-AFI framework. The objective is to augment the utilization of designated team of experts, and thus to expand the scope of its activities for effective implementation of the Critical Elements of a State's security oversight system and Continental Targets.

1.2 SCOPE OF THE AFI-CES

The Terms of reference for the RASFALG-AFI provide for the establishment of a Working Groups and/or Task forces to address specific issues or undertake activities on Aviation Security (AVSEC) and Security aspects of Annex 9 - Facilitation (FAL) to the Convention on International Civil Aviation under the RASFALG-AFI Work Plan. The AFI-CES is a mechanism designed to assist States in need of meeting the objectives of the RASFALG-AFI, through technical assistance activities in a coordinated and timely manner with Partners.

CHAPTER 2 - MANAGEMENT OF THE AFI-CES PROJECT

2.1 GENERAL

2.1.1 In order to effectively manage and successfully implement the Security and Facilitation Cooperative Experts Scheme (AFI- CES) and AFI-SECFAL Plan, all components of the Scheme including roles and responsibilities, resources and procedures must be clearly defined for all stakeholders and partners involved.

2.1.2 The aim of these procedures is to provide the mechanisms for implementation, monitoring and review of the different components of the AFI-CES, determining the need for remedial action and identifying opportunities for improvement.

2.2 ROLES AND RESPONSIBILITIES

2.2.1 AFCAC

2.2.1.1 As the Secretariat of the RASFALG-AFI, AFCAC, in collaboration with ICAO and member States, will maintain records of all professionals registered under the AFI-CES. Member States shall therefore ensure that data on their Experts appointed to the CES are made available to AFCAC on a timely and regular basis.

2.2.1.2 AFCAC has overall responsibility for the coordination of the Scheme. The specific responsibilities of AFCAC include, but are not limited to:

- a) overall management of the CES project;
- b) development of a Memorandum of Understanding (MOU) with ICAO and member States on the activities of the Security and Facilitation Experts Cooperative Scheme (SECFAL CES);
- c) develop, in collaboration with Secretariat of the AFI SECFAL Plan, an annual work programme, identifying States *in need of assistance under the Security and Facilitation Experts Cooperative Scheme* to receive CES missions.
- d) providing timely notification to States regarding scheduled activities;
- e) selection of Team Leaders (TLs) and Team Members (TMs), in close consultation with ICAO, for the conduct of CES missions and activities;
- f) ensuring Code of Conduct is signed by Team Leaders (TLs) and Team Members (TMs) before deploying CES missions and activities;
- g) establish and maintain a controlled system for obtaining, managing and filing State-specific support documentation, records and other information relating to CES activities of States;
- h) follow up actions with States and relevant stakeholders on high level outcomes of CES missions and recommendations thereof;
- i) providing periodic reports to the Steering Committee of the AFI SECFAL /Bureau of AFCAC on the implementation of CES, facilitating and coordinating support functions, including funding status of CES activities; and
- j) providing the necessary logistical support and making administrative arrangements for the conduct of SECFAL CES activities, including technical assistance missions to African States.

2.2.2 ICAO

2.2.2.1 ICAO, through the Steering Committee of the AFI SECFAL Plan, provides technical support to the Security and Facilitation Cooperative Experts Scheme (CES), including but not limited to:

- a) participating in the development of the CES Memorandum of Understanding (MOU) with States;
- b) assisting AFCAC in the selection, validation and currency of CES professionals;
- c) assisting AFCAC in planning, scheduling and deployment of initial CES missions and follow-up missions where required;

- d) providing information on status of member States in the effective implementation of SARPs, Windhoek Targets, USAP-CMA corrective action plan, etc. and obtaining of consent of States concerned with the release of such information to AFCAC;
- e) development of guidance materials in the form of Policy and Procedures Manual for the AFI CES;
- f) complementing the efforts of AFCAC in mobilizing resources including the funding of the AFI- CES activities from the Security fund allocated or pledged to Africa;
- g) carrying out, in conjunction with AFCAC, monitoring and evaluation of activities, including evaluation missions of CES, where required;
- h) preparing periodic reports, in conjunction with AFCAC, on the progress made in resolving identified deficiencies and improvement of the global EI of CEs, SARPs and Windhoek Targets on aviation security and facilitation, following implementation of CES and decisions of the Steering Committee of the AFI SECFAL Plan; and
- i) coordination and delivery of training, seminars/workshops relating to the CES.

2.2.3 AFRICAN MEMBER STATES

2.2.3.1 AFI States are required to sign an MOU with AFCAC to indicate their full support and commitment to the Security and Facilitation Cooperative Experts Scheme (CES) and to actively participate in all CES activities, including the provision of Experts, and, for the beneficiary State, in accepting the CES mission, using Experts from other member States. As signatories to the CES MOU, States undertake to participate in the CES Scheme either as Beneficiary or Sponsor State, in line with the terms of the MOU.

2.2.3.2 Each AFI State shall facilitate the work of the CES mission team by providing all necessary resources, documents, information, administrative and technical support, as may be required.

2.2.3.3 CES missions and activities will be conducted on a cost-recovery basis. States requesting for CES missions shall be liable for all costs related to travel including local transportation and Daily Subsistence Allowance (DSA) at the approved United Nations (ICAO) rate.

2.2.3.4 AFI States should therefore secure adequate resources to fulfill all the terms of the CES MOU.

2.2.3.5 The Beneficiary State shall be responsible for interpretation and translation support during the performance of CES on-site activities, other than French and English languages.

2.2.3.6 The CES Beneficiary State is responsible for maintaining and updating the information to be provided by the State to AFCAC on an ongoing basis, including, but not limited to:

- a) State legislation and regulations, and its procedures and guidance materials including all updates, if relevant for the conduct of technical assistance mission;
- b) State's request for AFI-CES assistance missions with details and nature of work requested;
- c) Agreement with AFCAC on the mission work plan and schedule of mission activities; and
- d) Any other relevant information, as requested by AFCAC.

2.2.3.7 Beneficiary States shall provide AFCAC with the focal person for the coordination of all activities related to the scheduled CES mission.

2.3 Security and Facilitation Experts Cooperative Scheme (CES)

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING (MOU)

2.3.1 A Memorandum of Understanding (MOU) is required to be signed between each State and AFCAC as a formal arrangement between the two parties that outlines the respective responsibilities with the aim of ensuring effective implementation of the CES assistance mission.

2.3. The MOU further outlines the terms under which CES activities will be conducted. No CES activities will be undertaken in a State, unless that State has returned a signed copy of the MOU to AFCAC.

2.3.3 Any AFI State that has not signed and submitted a copy of the MOU cannot take part in the Scheme and therefore can neither provide nor receive Experts of CES from other participating States under the CES and SECFAL Plan.

2.4 PLANNING AND SCHEDULING OF AFI-CES MISSIONS

2.4.1 AFCAC shall develop a schedule of missions, which will give priority to States with identified SSeCs, in the deployment of assistance missions under the Security and Facilitation Cooperative Experts Scheme (CES)

2.4. The scope of a scheduled CES mission, identifying the areas that will be covered, is determined based on an assessment of:

- a) the level of progress made in the implementation of the State's Corrective Action Plan following an ICAO USAP-CMA audit;
- b) the amount of work required in the preparation of the ICAO USAP-CMA audit;
- c) the amount of work required to be completed on-site (as opposed to activities that can be performed off-site) and
- d) the request received from the Beneficiary State on the nature and complexity of assistance being requested.

2.4.3 AFCAC, in collaboration with the Secretariat of the AFI SECFAL Plan determines the duration of the mission through a review of the information submitted by the State. The skills required and size of the AFI- CES mission team selected will be based on the scope and the amount of work to be performed on-site.

2.4.4 The programme of activities and any subsequent amendments thereto must be provided by AFCAC to all Stakeholders. AFCAC will also notify selected States of the scheduled CES on-site activity through a State Notification Letter.

2.4.5 Beneficiary States are required to acknowledge receipt of the State Notification Letter and confirm their acceptance of the CES activity within the specified timeframe.

2.4.6 Beneficiary accept scheduled CES activities in accordance with the terms of the MoU. Any amendments may be made to the schedule in consultation with AFCAC, to ensure the overall effectiveness and efficiency of the scheduled CES mission.

2.4.7 Although every effort should be made to maintain the activity schedule, once agreed upon, changes may occur for reasons outside the control of AFCAC necessitating changes to activity dates. Additionally, once a TL and TMs are assigned to an activity, all efforts should be made to avoid changes to the composition of the CES team.

2.5 STATE FEEDBACK ON AFI-CES MISSIONS AND ACTIVITIES

2.5.1 As a means of evaluating and monitoring effectiveness of the CES projects, AFCAC shall solicit feedback from the Beneficiary States, by using a State feedback form that allows States to provide comments, complaints and suggestions for improvement regarding the planning, coordination and conduct of the CES mission they have received. The Team Leader (TL) shall provide a confidential State Feedback Form to the State at the end of the CES activity. The Beneficiary State shall in turn, be requested to complete and return the form to AFCAC.

2.5.2 AFCAC also obtains feedback on CES activities through the Team Leader and Team Member Mission Feedback Forms. These feedback forms provide comments and information on the conduct of CES activities and assist AFCAC in improving CES procedures and processes. AFCAC will maintain a record of all Team Leader and Team Member Mission Feedback Forms, related recommendations and actions taken by AFCAC to address concerns raised.

2.6 CONFIDENTIALITY

2.6.1 AFCAC will establish and maintain a controlled system for obtaining, managing and filing State-specific support documentation, correspondence, notes, records and other information relating to CES activities of States.

2.6.2 CES on-site activity, Team Members (TMs) shall not make personal copies of any document provided to them by the State, nor shall information contained therein be shared with any person other than the TL, concerned TMs, State officials and counterparts, and then only for the purpose of facilitating the AFI-CIS mission.

2.6.3 At the end of each mission, all TMs shall hand over all supporting documentation and notes from the mission to the TL. All TMs shall also ensure that at the end of the mission and before their departure, all information in electronic format is deleted from their laptop computers.

2.6.4 All material used during CES missions, information obtained and activities shall remain confidential, including personal notes and draft reports prepared by the team, which should not be shared with any unauthorized person.

2.7 LANGUAGE AND DISSEMINATION OF MISSION REPORT

2.7.1 CES activities will be conducted either in English or French. Beneficiary States shall indicate their choice of language for the scheduled CES activities and for communicating with the designated focal contact.

2.7.2 The Team Leader shall ensure that the final report of the CES activities is submitted to the Beneficiary State, to AFCAC, and the later to share it to the Secretariat of the AFI SECFAL and the accredited ICAO Regional Office of which the Beneficiary State is a member.

2.8 CES- RECORDS

2.8.1 AFCAC will establish and maintain a controlled system for obtaining, managing and filing State-specific support documentation, correspondence, notes, records and other information relating to AFI-CIS activities of States.

2.5.5 At the end of the mission, the TL and/or TMs shall submit the following documents and records to AFCAC (preferably in electronic version, if available) for processing and filing according to established procedures:

- a) all checklists duly completed by the TL and TMs;
- b) draft copy of the on-site activity report (relevant portions completed);
- c) training records
- d) draft documents such as NCASP, ASP, AOSP, NCASQCP, NCASTP, S.O.Ps and
- e) any other relevant documents

3. APPOINTMENT OF EXPERTS TO THE SECURITY AND FACILITATION COOPERATIVE EXPERTS SCHEME (CES)

3.1 AFCAC in collaboration with the Secretariat of the AFI SECFAL Plan has established criteria for qualification and selection of Experts to CES. Where AFCAC or ICAO has identified an individual as having met the established selection criteria, following the designation of the experts by his/her State and validated by ICAO, the name and details of such individual are entered on the register of CES. All Sponsor States are required to maintain records of qualifications and training for their inspectors/experts with copies of such records made available to the AFCAC Secretariat.

ICAO and AFCAC may identify recently retired but qualified experts for inclusion in the CES list of experts and assign them duties under the CES.

3.2 The results of evaluation shall determine which Experts are qualified to be used under the SAFI CES, following the nomination by the Sponsor State and a pledge that such Expert will be made available for CES activities, as and when required.

4. ROSTER OF CES EXPERTS

4.1 AFCAC shall develop and maintain a register of all CES Experts with delegated authority by their respective home States, and provide, upon request, an up-to-date copy of that register to all AFI States participating in the CES.

4.2 AFCAC shall, in collaboration with ICAO, review the roster of CES Experts from time to time, to ensure that the register remains current.

5. SUSPENSION/REVOCAION OF A PROFESSIONAL FROM THE CES REGISTER

5.1 Where incompetence, improper conduct, negligence has been reported in writing, his/her status shall be suspended from the CES register pending resolution of the allegations. Resolution of all allegations made against the CES Expert shall be the responsibility of AFCAC. A formal process shall be established whereby the home State of the Expert is notified, and the Expert may appeal his/her suspension and/or revocation of their status as the CES Expert.

ATTACHMENT B

REGIONAL AVIATION SECURITY AND FACILITATION GROUP RASFALG-AFI

TERMS OF REFERENCE

1. MANDATE

1.1 The African Ministers of Transport met in Luanda, Angola from 21 to 25 November 2011 and deliberated on Aviation Security. After taking stock of the actions taken by the African Civil Aviation Commission (AFCAC) in carrying out activities concerning Aviation Security, the meeting agreed on the need for a Regional Aviation Security Group as a mechanism to coordinate the implementation of the Abuja Declaration and Roadmap as well as ICAO Declaration and strategy on Aviation Security.

1.2 Through the ICAO Council Decision C-DEC 203/2, the Comprehensive Regional Implementation Plan for Aviation Security and Facilitation in Africa (AFI SECFAL Initiative (which later became the AFI SECFAL Plan)) was established. The overall objective of AFI SECFAL Plan is to enhance security and facilitation in Africa in a sustainable manner.

1.3 The AFI SECFAL Plan was unanimously supported by States at the AFI Aviation security meeting in Dakar, Senegal and subsequently endorsed at the 24th Extraordinary Plenary session of AFCAC in 2014.

1.4 The First Steering Committee (SC) Meeting of the AFI SECFAL Plan held in Maputo, Mozambique, 18 May 2015, endorsed the establishment of the African Regional Aviation Security and Facilitation Group (RASFG-AFI), now referred to as **RASFALG-AFI**, under the umbrella of AFCAC.

2. OBJECTIVES OF THE RASFALG-AFI

2.1 To support the AFI SECFAL Plan SC to identify regional security and facilitation issues and to increase awareness thereof among stakeholders.

2.2 To participate and monitor progress in the implementation of the AFI SECFAL Plan in order to improve aviation security and facilitation in the AFI region.

2.3 To develop and submit a yearly work plan to the SC for approval and take an active part in the implementation thereof.

2.4 To make technical recommendations to the SC on means to facilitate the implementation of the AFI SECFAL Plan and provide the SC with technical input with regard to the resolution of States security and facilitation oversight deficiencies, with emphasis and priority to States with Significant Security Concerns (SSeC) and those referred to the Monitoring and Assistance Review Board (MARB).

2.5 To provide assistance to States to resolve aviation security deficiencies to increase the level of Effective Implementation (EI) of the eight (8) Critical Elements (CE) for State's effective aviation security oversight system.

2.6 The RASFALG-AFI will provide support to the AFI SECFAL Plan SC for the entire duration of the implementation of the AFI SECFAL Plan.

3. COMPOSITION OF THE RASFALG-AFI

3.1 Membership

3.1.1 The RASFALG-AFI consists of members, duly appointed by the Secretary General of AFCAC, with each AFI State being represented by one expert either in the area of Aviation Security or Facilitation.

3.1.2 Members of RASFALG-AFI will also include experts who are members of ICAO's AVSEC Panel and Facilitation Panel respectively.

3.1.3 Each Aviation Security Training Centre (ASTCs) in the region will be represented by one expert

3.1.4 Regional Economic Communities having Aviation Security and Facilitation responsibilities will be represented by one expert each.

3.1.5 Other stakeholders and observers may participate in and contribute to the work of RASFALG-AFI on an ad hoc basis at the invitation of the Secretary General of AFCAC.

3.2 Chairperson

3.2.1 The Chairperson and Vice Chairperson of the RASFALG-AFI shall be elected by its members on a two (2) year renewable term.

4. TECHNICAL SUPPORT TO RASFALG-AFI

4.1 The RASFALG-AFI may establish Working Groups and/or Task forces to address specific issues or undertake activities on Aviation Security (AVSEC) and Facilitation (FAL) under the RASFALG-AFI Work Plan.

5. THE ROLE OF AFCAC & ICAO SECRETARIATS

5.1 The Secretary General of AFCAC is responsible for the execution of the RASFALG-AFI Work Plan and activities, and has overall supervision, in consultation with the AFI SECFAL SC and AFI SECFAL Plan secretariat.

5.2 AFCAC will provide secretariat services to the RASFALG-AFI.

5.3 The AFI SECFAL Plan Secretariat will provide support to RASFALG-AFI Secretariat in its activities.

6. MEETINGS AND ATTENDANCE

6.1 The RASFALG-AFI will meet once a year, and when necessary, after consultation with the Secretary General of AFCAC and AFI SECFAL Plan SC, additional meeting may be convened.

6.2 The Secretary General of AFCAC, in consultation with the AFI SECFAL Plan Secretariat, invite any Partner State/Organization to participate in the meeting, as appropriate.

6.3 The location of the meetings will alternate between AFCAC Headquarters, ICAO Regional offices in AFI and member States.

6.4 Member State may host a RASFALG-AFI meeting in close coordination with AFCAC as per its standing procedures thereto.

7. FUNDING

7.1 States and sponsoring organizations will be responsible for all expenses incurred by their members attending the meetings of the RASFALG-AFI and its Working Group and/or Task Team(s).

7.2 Recipient State of technical support from RASFALG-AFI shall bear the cost of air ticket(s), accommodation and Daily Subsistence allowance (DSA) for each expert while AFCAC shall be responsible for insurance cover for such experts while performing RASFALG-AFI technical support activities, with the support of ICAO AFI SECFAL Plan fund.

7.3 Regional Economic Communities/Organizations, States/ or other partners may provide financial support to RASFALG- AFI technical support activities through any contributions, including secondment of technical staff.

7.4 The AFI-SECFAL Plan will provide funding to the Technical Team of Experts of RASFALG-AFI and Experts of the AFCAC Cooperative Inspectorate Scheme during its technical mission of assisting member States, subject to the approval of the Chairperson of the SC-SECFAL.

8. WORKING LANGUAGE OF RASFALG-AFI

8.1 The working languages of the RASFALG-AFI will be English and French. Where possible, all documentation for the RASFALG meetings will be provided in both languages.

8.2 All meetings will be held in paperless environment to the extent possible.

9. REPORTING TO THE AFI-SECFAL PLAN STEERING COMMITTEE

9.1 To monitor and measure the status of implementation of the RASFALG-AFI Work Plan, its Chairperson will report progress every year to the Secretary General of AFCAC and to AFI SECFAL Plan SC.

9.2 Reports shall be kept restricted and made available on a need to know basis.

Tefera Mekonnen, TEFERA (Mr)
Secretary General, AFCAC

Date

RASFALG-AFI MEMBERSHIP

Chairperson: To be elected by RASFALG-AFI members

Members

- **All fifty-five (55) AFI States to be represented by one expert each**
- **African member States to ICAO AVSEC Panel**

Egypt
Ethiopia
Nigeria
Senegal
South Africa

- **African member States to ICAO Facilitation (FAL) Panel**

Ethiopia
Kenya
Nigeria
South Africa

- **Aviation Security Training Centres (ASTCs)**

Ecole Regionale de la Navigation Aerienne et du Management Senegal
Egyptair Training Academy, Egypt
Academie International Mohammed VI Casablanca, Morocco
East African School of Aviation, Kenya
Airports Company South Africa Training Centre, South Africa
Aviation Security and Safety Training Academy, Tunisia.
Cameroon Civil Aviation Authority Training Centre, Duala Cameroon
Aviation Security Training Center Federal Airports Authority of Nigeria

- **Regional Organizations/Economic Communities**

African Civil Aviation Commission (AFCAC)
African Union (AU)
Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
(ASECNA)
Arab Civil Aviation Organization (ACAO)
Arab Maghreb Union (AMU)
Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT)
Civil Aviation Safety and Security Oversight Agency (CASSOA)
Economic Community of Central African States (ECCAS)
Economic Community of West African States (ECOWAS)
Southern African Development Community (SADC)

African Airline Association (AFRAA)
Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)
West African Economic and Monetary Union (UEMOA)

- **International Organizations**

International Civil Aviation Organization (ICAO)
Airports Council International (ACI)
European Civil Aviation Conference (ECAC)
International Air Transport Association (IATA)
INTERPOL
World Customs Organization (WCO)
United Nations Counter-Terrorism Centre (UNCCT)
United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC).